



MINISTÈRE  
DE LA CULTURE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Journées européennes du patrimoine

18–19  
sept 2021

Ensemble, faisons  
vivre le patrimoine



**VISITE DU DOMAINE  
DU PALAIS-ROYAL**

**PATRIMOINE POUR TOUS**

[www.journeesdupatrimoine.fr](http://www.journeesdupatrimoine.fr)

**#JOURNÉESDUPATRIMOINE**

Pour aller plus loin, consultez [Le Palais-Royal](#) de Guy LAMBERT et Dominique MASSOUNIE, [Le Conseil constitutionnel](#) de Denys de BÉCHILLON, Christophe BOTTINEAU et Damien CONNIL, [Le Conseil d'État au Palais-Royal](#) de Marc SANSON, [La Comédie-Française](#) de Patrick DEVEAUX, ainsi que [Le Monde de Colette au Palais-Royal](#) de Claude MALÉCOT et Anne de JOUVENEL, Éditions du patrimoine.



**Le Palais-Royal**  
Disponible en français et en anglais



**Le Conseil Constitutionnel**  
Disponible en français



**Le Conseil d'État au Palais-Royal**  
Disponible en français



**La Comédie-Française**  
Disponible en français



**Le monde de Colette au Palais-Royal**  
Disponible en français

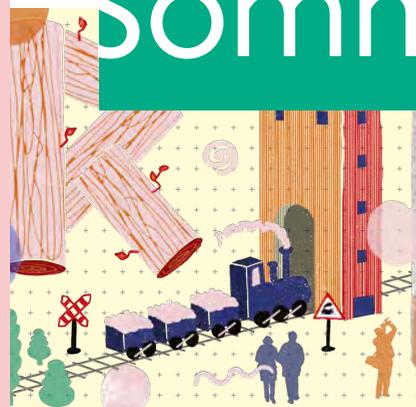
[www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)  
[www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr)  
[www.conseil-constitutionnel.fr](http://www.conseil-constitutionnel.fr)  
[www.monuments-nationaux.fr](http://www.monuments-nationaux.fr)

#### Crédits photographiques

p.7 : Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, Archives photographiques, Paris  
p.8 : MC - Edouard Bierry  
p.9 (*haut*) : MC - Didier Plowly  
p.9 (*droite*) : MC - Edouard Bierry  
p.9 (*bas*) : MC - Didier Plowly  
p.13 : MC - Edouard Bierry  
p.17 : Conseil d'État, direction de l'information et de la communication, Jean-Baptiste Eyguesier  
p.19 : Conseil d'État, direction de l'information et de la communication, Jean-Baptiste Eyguesier  
p.21 : Conseil d'État, direction de l'information et de la communication, Jean-Baptiste Eyguesier  
p.23, 24 : Laurent Lecat  
p. 26 : Éditions du patrimoine  
p.27 : Cosimo Mirco Magliocca, Coll.  
p.29 : Cosimo Mirco Magliocca, Coll.  
p.30 : Domaine national du Palais-Royal

Création graphique couverture et mise en page  
LikeDesign / [www.likedesign.fr](http://www.likedesign.fr)

# Sommaire



## VISITE DU DOMAINE DU PALAIS-ROYAL

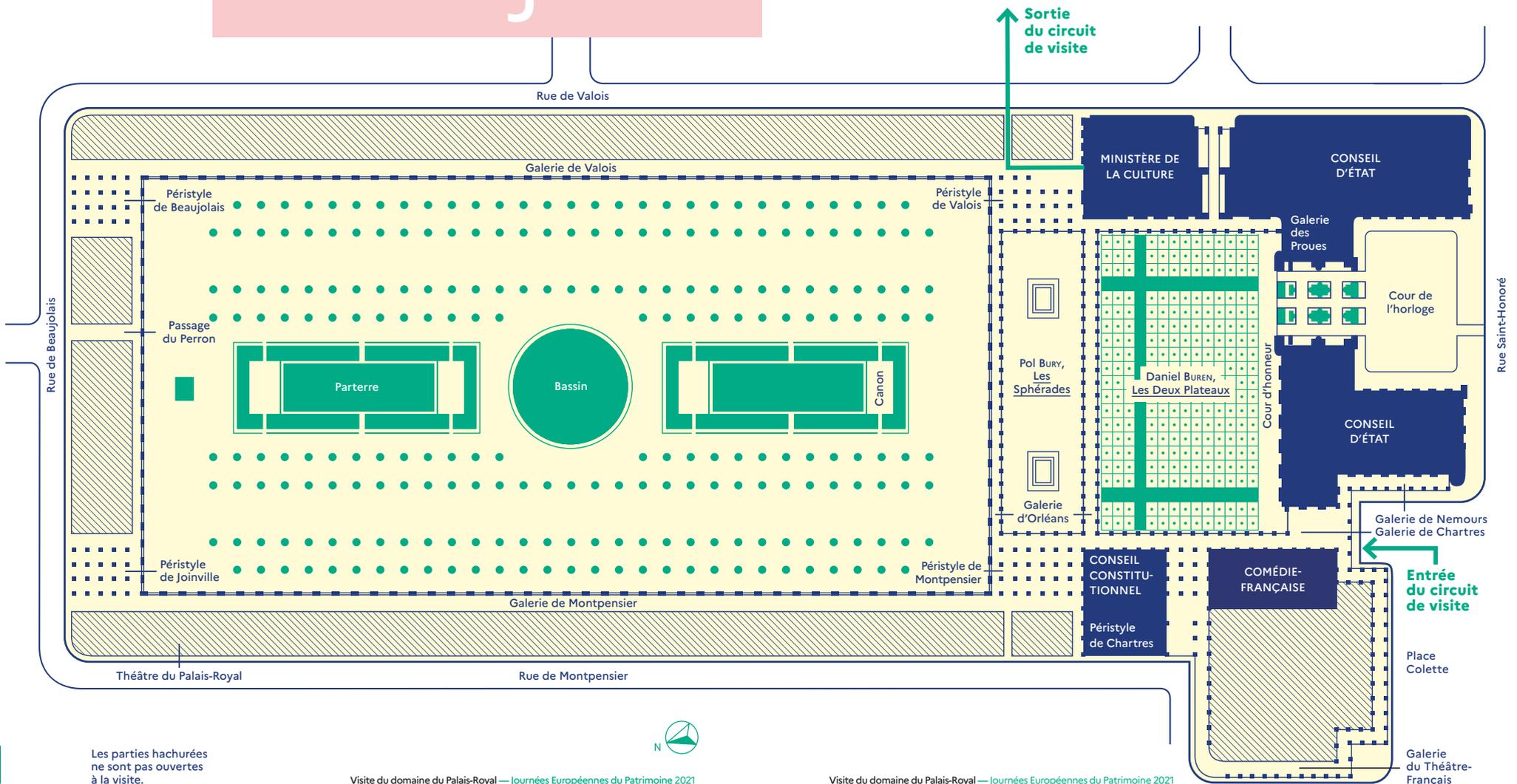
Le plan du Palais-Royal et son jardin	4
L'histoire du Palais-Royal	6
Circuit de visite	10
Le ministère de la Culture	12
Visite du ministère de la Culture	14
Le Conseil d'État	17
Visite du Conseil d'État	20
Le Conseil constitutionnel	22
Visite du Conseil constitutionnel	24
La Comédie-Française	27
Le jardin du Palais-Royal	28

# Le Palais-Royal

## et son jardin

### Quelques habitants célèbres du Palais-Royal

Colette a vécu au 9 rue de Beaujolais, le décorateur Christian Bérard et Jean Cocteau furent ses voisins au 15. Cocteau s'installera ensuite au 36 rue de Montpensier, de même que Jean Marais. Dans cette rue habiteront également le journaliste Pierre Lazareff, la chanteuse Mireille et son mari Emmanuel Berl.



Les parties hachurées ne sont pas ouvertes à la visite.



# L'histoire

## du Palais-Royal

**De ce premier palais ne subsistent que la galerie des Proues, dans la cour d'honneur, avec sur le mur un décor sculpté de rostres de navires et d'ancre de marine, et un superbe balcon, au n° 6 de la rue de Valois, qui donnait à l'origine directement sur le jardin.**

### LE PREMIER PALAIS DE RICHELIEU

Désireux de se rapprocher du Louvre où réside Louis XIII, le cardinal de Richelieu acquiert en 1624 l'hôtel d'Angennes-Rambouillet et de nombreuses maisons et parcelles avoisinantes entre les rues Saint-Honoré, des Bons-Enfants et les anciens remparts de Charles V.

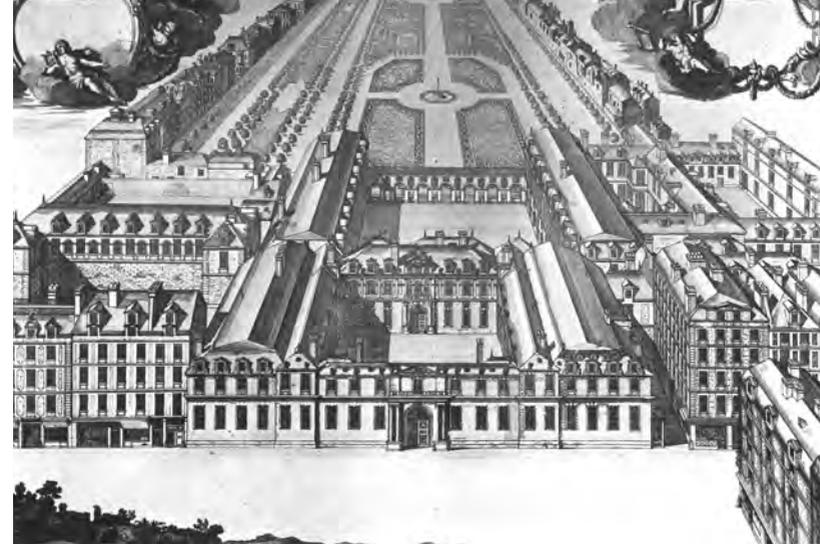
Dix ans plus tard, il charge l'architecte Jacques Lemercier d'édifier là un palais et Pierre Desgots d'en dessiner le jardin. Le cardinal meurt en 1642, après avoir légué le palais au roi, qui meurt à son tour, en 1643.

La reine Anne d'Autriche, devenue régente, juge le Louvre inconfortable : elle s'installe, avec le jeune Louis XIV, dans le Palais-Cardinal, qui devient le Palais-Royal. Quand, après la Fronde, elle regagne Paris, c'est pour réintégrer le Louvre, qu'elle estime plus sûr alors.

Le Palais-Royal, lui, accueille la veuve de Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre, Henriette-Marie de France, qui, en 1661, marie sa fille à Philippe d'Orléans, dit « *Monsieur* ». Ce dernier, à cette occasion, se voit accorder par son frère Louis XIV la jouissance du palais, désormais résidence de la famille d'Orléans.

### LES TRANSFORMATIONS DE LOUIS-PHILIPPE ET DE SON FILS

De 1750 à 1754, Louis-Philippe d'Orléans (1725-1785) fait construire par l'architecte Pierre-Louis Moreau-Desproux de nouvelles façades pour les cours d'honneur et de l'horloge (*côté rue Saint-Honoré*). Il confie aussi la complète rénovation des appartements de la duchesse d'Orléans, dans l'aile de Valois, à l'architecte Pierre Contant d'Ivry qui reprend la façade du palais côté jardin



Vue cavalière du Palais-Royal, par La Boissière (1679), détail, montrant le Palais tel qu'il devait être au temps de Richelieu

(*Moreau-Desproux se charge du côté rue*), crée un escalier monumental décoré par Jean-Jacques Caffieri et aménage les nouveaux appartements du prince.

Louis-Philippe d'Orléans transmet ce palais profondément transformé à son fils, en 1780, sous certaines conditions, dont celle de maintenir ouverts au public le jardin et les cours. Louis-Philippe Joseph (1747-1793), devenu à son tour duc d'Orléans, se lance dans une opération immobilière de grande envergure en prélevant une large bande de terrain sur le pourtour du jardin, afin d'y bâtir soixante pavillons locatifs : ce sont les grands alignements rythmés par de hauts pilastres corinthiens, signés Victor Louis, qui délimitent de nos jours encore le jardin. Des boutiques réservées aux commerces de luxe occupent le rez-de-chaussée de ces immeubles.

En 1793, bien qu'ayant voté la mort de son cousin le roi Louis XVI, le duc, dit alors Philippe Égalité, meurt sur l'échafaud, laissant inabouti son grand dessein.

### APRÈS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

Louis-Philippe I<sup>er</sup> (1773-1850), le fils de Philippe Égalité et futur roi des Français (1830-1848), reprend possession du palais familial et confie la responsabilité d'une nouvelle campagne de travaux à l'architecte Pierre-François-Léonard Fontaine.

Les bâtiments entre la rue Saint-Honoré et le jardin sont réaménagés, la façade nord achevée. La galerie d'Orléans remplace les galeries de bois, provisoires, qui clôturaient au sud le quadrilatère projeté par Victor Louis (*cette galerie couverte d'une verrière sera détruite en 1933 : n'en subsistent que les péristyles*).

La révolution de 1848 entraîne le saccage du palais qui, de national redevient royal sous le Second Empire, hébergeant alors Jérôme de Westphalie, frère de Napoléon I<sup>er</sup>, ainsi que son fils le prince Napoléon Bonaparte, tous

deux soucieux de doter leurs appartements de nouveaux décors, sur les conseils de l'architecte Prosper Chabrol. Durant la Commune, l'incendie de 1871 porte une atteinte ultime aux bâtiments en détruisant le pavillon de Valois et une partie de la façade de la cour de l'Horloge.

Depuis 1875, le Palais-Royal abrite dans sa partie centrale le Conseil d'État. Sous la V<sup>e</sup> République, le Conseil constitutionnel succède à la Cour des comptes dans l'aile de Montpensier et, en 1959, le ministère des Affaires culturelles à la direction générale des Beaux-Arts, dans la partie nord de l'aile de Valois. Le domaine du Palais-Royal est classé au titre des monuments historiques en 1994.

## AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, RESTAURATIONS ET CRÉATION CONTEMPORAINE

Avec le XX<sup>e</sup> siècle vient le temps des restaurations et de l'introduction de la création contemporaine, représentée dans la galerie d'Orléans par les deux fontaines Les Sphérides de Pol Bury (1985), dans la cour d'honneur, par Les Deux Plateaux de Daniel Buren (1986) et, dans le passage des Fontaines, par un Hommage à Malraux dû à Jean-Michel Alberola (1987-1992).



Ci-dessus :  
Les Sphérides de Pol Bury (1985)



À droite :  
jardin du Palais-Royal



Les Deux Plateaux de Daniel Buren (1985)



Ministère de la Culture, grand salon

# Circuit de visite

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

1. Hall d'accueil rez-de-chaussée
2. Entrée, 1<sup>er</sup> étage
3. Antichambre
4. Salon Jérôme
5. Bureau de la ministre
6. Bureau de la directrice de cabinet
7. Grand salon

## CONSEIL D'ÉTAT

8. Salle du tribunal des conflits
9. Grand escalier d'honneur
10. Salle du contentieux
11. Salle d'assemblée générale
12. Salle des colonnes
13. Ancienne chapelle
14. Salle Napoléon

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

15. Grand salon
16. Salle à manger
17. Salle des délibérés
18. Bureau du président du Conseil constitutionnel
19. Antichambre
20. Oratoire

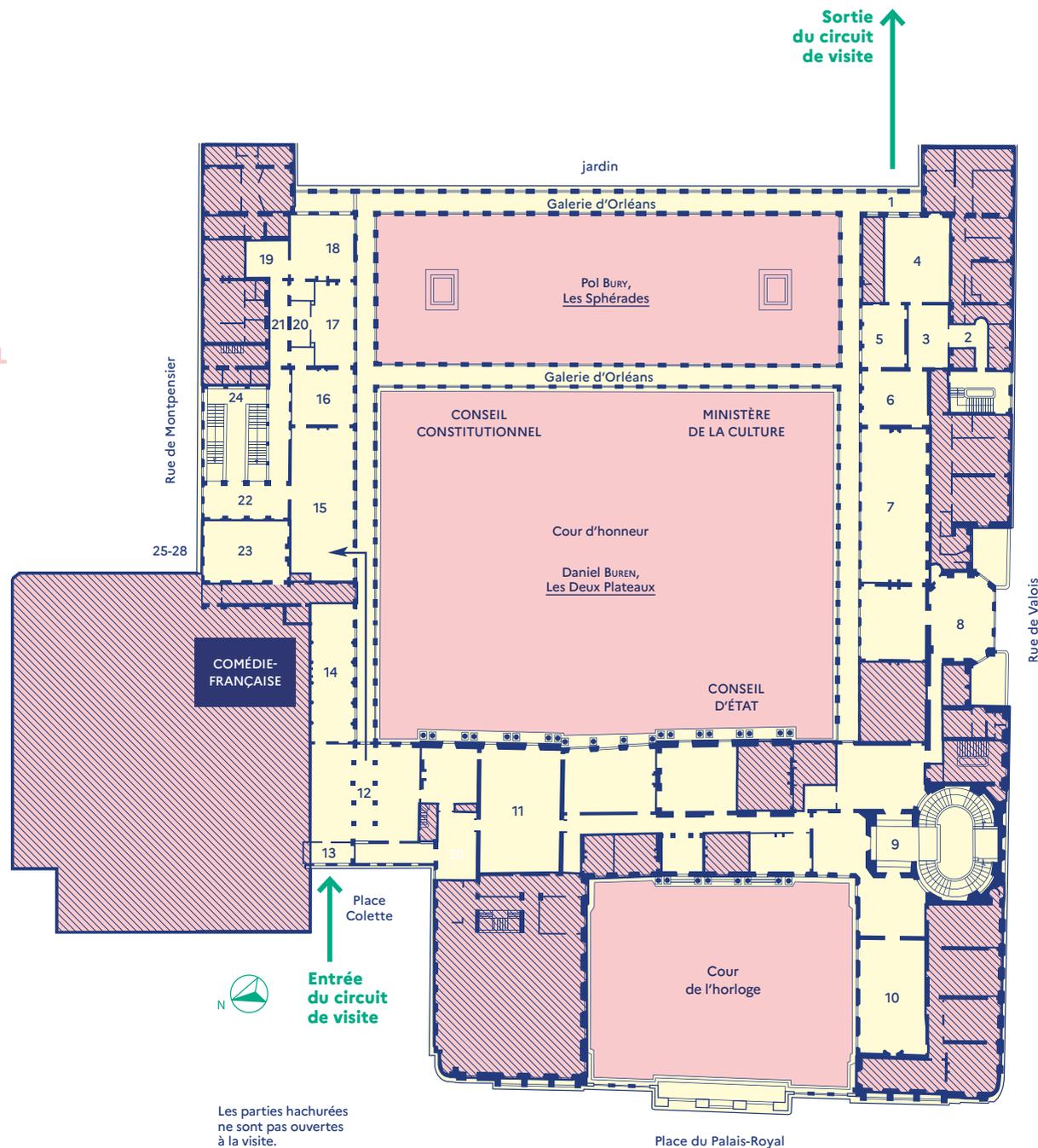
21. Du couloir, vue sur l'antichambre de la salle des délibérés
22. Petit salon

## COMÉDIE-FRANÇAISE

23. Salle Mounet-Sully

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

24. Escalier d'honneur
25. Hall d'honneur (rez-de-chaussée)
26. Salle Jeanne Chauvin
27. Salle Thémis
28. Salle d'audience



# Le ministère de la Culture

**L'action du pouvoir royal, depuis longtemps bâtisseur, collectionneur, mécène, fut particulièrement marquante au cours du XVII<sup>e</sup> siècle : l'Académie française est fondée en 1635, les manufactures des Gobelins et de Beauvais, où naîtront tant de chefs d'œuvre de la tapisserie, en 1662 et 1664, l'Opéra en 1669, la Comédie-Française en 1680.**

*Le ministère de la Culture a été créé sous la V<sup>e</sup> République, avec pour mission « de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français, d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent ». Il est à ce titre, l'héritier d'une longue tradition française d'intervention de l'État dans la vie culturelle du pays.*

## DE LA RÉVOLUTION À LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

En transférant les biens de la Couronne et ceux de l'Église à la Nation, la Révolution entreprend bientôt une grande politique d'archivage et de conservation.

Dès 1790 sont fondées les Archives nationales et, en 1796, les archives départementales. La III<sup>e</sup> République met en place de nombreuses structures et procédures administratives et réglementaires concernant les beaux-arts et les monuments historiques.

La IV<sup>e</sup> République, quant à elle, se soucie de l'accès pour tous à la culture : protection et diffusion du patrimoine, lecture publique, spectacles, décentralisation et animation culturelle, action qui se voit amplifiée et structurée par la V<sup>e</sup> République avec la création d'un ministère spécifique, en 1959.

## missions et organisations

Le ministère de la Culture a été fondé en 1959 avec pour mission de donner à tous le plus large accès possible aux « œuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France ». Dans ce but, il conduit la politique de sauvegarde, de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel dans toutes ses composantes. Il doit encore favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit ainsi que le développement des pratiques et des enseignements artistiques. Il contribue enfin au développement de l'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes adultes tout au long de leur formation.

Il encourage les initiatives locales, resserre les liens entre les politiques culturelles de l'État et celles des collectivités territoriales, se montrant ainsi un acteur décisif dans la politique de décentralisation voulue par le Gouvernement.

Le ministère veille au développement des nouvelles technologies de diffusion de la création et du patrimoine culturels. Il définit la politique du Gouvernement relative aux arts du spectacle vivant et aux arts plastiques. Au-delà de nos frontières, il lui revient, avec le soutien d'autres ministères, d'assurer le rayonnement de notre culture, de notre création artistique, et de toujours resserrer les liens qui unissent tous les pays de la francophonie.

Le ministère de la Culture se compose de trois grandes directions (*Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture, Direction Générale de la Création Artistique, et Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles*), deux délégations (*Délégation Générale de la Transmission, aux Territoires et à la Démocratie Culturelle et Délégation Générale à la Langue française et aux Langues de France*), d'un Secrétariat général et de ses services rattachés ainsi que des services déconcentrés : les Directions Régionales des Affaires Culturelles (*DRAC*).

La rue de Valois a sous sa tutelle une centaine d'établissements publics nationaux, dont le Centre des monuments nationaux, la Réunion des musées nationaux – Grand Palais, le musée du Louvre, le château de Versailles, l'Opéra de Paris ou encore la Comédie-Française.



Ci-contre :  
Vue du ministère de la Culture  
depuis la galerie de Chartres

# Visite du ministère de la Culture

La numérotation des salles renvoie au plan des pages 10 et 11

## 1. Hall d'accueil, rez-de-chaussée

- Le rez-de-chaussée a été aménagé par Patrick et Daniel Rubin – Agence Canal en 1985, avec une série d'œuvres étrusques (*vase, amphore, calice*) présentées avec des stèles de Jean-Pierre Raynaud de 1985 (*collection du Centre national des arts plastiques*). Dans la cage d'escalier sont visibles des appliques d'Élisabeth Garouste et Mattia Bonetti. Au pied de l'escalier se trouve une console de Diego Giacometti.

## 2. Entrée, 1<sup>er</sup> étage

- Tapiserie Au Rex d'après Pierre Buraglio (*né en 1939*), tissée à la manufacture nationale de Beauvais en 1992 (*Collection du Mobilier National*).
- Paire de lampadaires et paire d'appliques de Gilbert Poillerat (1902-1988) et Jacques Adnet (1900-1984) en bronze doré (*Collection du Mobilier National*).

## 3. Antichambre

- Cette pièce est également appelée Salon Alechinsky. Le décor peint ainsi que le tapis, tissé à la manufacture de la Savonnerie (*atelier de Lodève*), sont des créations de Pierre Alechinsky (1985). Les canapés et fauteuils LC2 sont de Le Corbusier, Charlotte Perriand et Pierre Jeanneret

(*réédition Cassina*), la table basse créée en 1944 par le designer Isamu Noguchi (*réédition Cassina*) ; deux consoles hautes en fonte d'aluminium laquées gris dessinées par Ronan et Erwan Bouroullec (*nés respectivement en 1971 et 1976*).

## 4. Salon Jérôme

- L'ancienne chambre à coucher de Louis-Philippe, duc d'Orléans, puis du prince Jérôme Bonaparte, est devenue le grand salon du Secrétariat d'État des Beaux-arts. Cette pièce conserve des biens mobiliers de très haute qualité historique provenant des anciennes résidences impériales et royales. La majeure partie du mobilier actuellement exposé est celui du grand salon du ministère d'État chargé des Affaires culturelles d'André Malraux.

- Aux arcades, le monogramme NJ (*Napoléon Jérôme*) alterne avec l'aigle impériale. Décor de trophées militaires (1820) par l'architecte Pierre François Léonard Fontaine (1762-1853).

- Lustre en bronze doré et cristal de roche fourni en 1809 par la maison Thomire Duterme pour la chambre à coucher des appartements de l'Empereur au palais des Tuileries. Quatre torchères, d'une série de six, livrées en 1810 pour la salle du trône du palais des Tuileries par Jacob-Desmalter, sur les dessins d'Alexandre-Théodore Brongniart.

- Sur la cheminée, paire de candélabres en bronze doré et patiné appartenant au fonds des biens acquis par Caroline et Joachim Murat pour leur résidence parisienne de l'Élysée. Pendule La mort d'Archimède en bronze doré d'époque Empire.

- L'ensemble des sièges en bois sculpté et doré d'époque Empire ornait le salon de billard (*ou de Vénus*) des grands appartements du palais de Saint-Cloud. Une partie de ces sièges a été classée au titre des monuments historiques au Palais-Royal en 1909. Grand guéridon d'époque Louis-Philippe en loupe d'Amboine.

- Le tapis de la Savonnerie fait aussi le lien entre la famille des Orléans et des Bonaparte. Le dessin a été donné en 1840 par Saint-Ange pour le salon de réception du prince royal Ferdinand d'Orléans à Fontainebleau. Terminé sous le Second Empire, il est installé dans sa pièce de destination devenue le grand salon de l'appartement du pape à Fontainebleau avant d'être déposé dans cette pièce en 1952. Au dessus du canapé : portrait du Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, en habit de sacre, huile sur toile par François-Joseph Kinson (1770-1839).

## 5. Bureau de la ministre

- Ancien cabinet de travail du duc ou de la duchesse d'Orléans. Décor attribué à Fontaine, avec éléments de boiserie d'époque Louis XVI et guirlandes florales peintes d'époque Napoléon III.

- Lustre en bronze doré d'époque Empire, formé d'une coupe centrale sur laquelle sont représentées six femmes ailées tenant chacune un instrument de musique.

- Bureau, console et banc en érable sur bâti en hêtre d'après Philippe Chaix et Jean-Paul Morel, réalisés par l'Atelier de recherche en Création

du Mobilier national. Tapis tufté dessiné par P. Chaix et J-P Morel (*ateliers de Felletin – Aubusson à la manufacture Pinton*).

- Meuble de rangement de Jean-Albert Lesage, conçu en 1960, en bois de merisier et dessus en glace claire.

- Table de réunion carrée et bouts de canapé Mékong de Christian Duc (1947-2013) en bois recouvert de laque et d'éclats de coquilles d'œuf beige ; table basse Fenda de Toni Grilo (*né en 1979*), 4 fauteuils Coque édités par d'Argentat, en hêtre massif plaqué de chêne finition écorce, garnis de cuir blanc cassé.

- Ensemble de chaises Cab en cuir marron de Mario Bellini (*né en 1935*) édités par Cassina.

## 6. Bureau de la directrice de cabinet

- Décor attribué à Fontaine, fait de remplois d'éléments de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec médaillons figurant la déesse Diane et panneaux rectangulaires montrant les allégories de la Force, de la Vigilance, de la Prudence et de la Connaissance. Plafond du XIX<sup>e</sup> siècle.

- Bureau par Isabelle Hebey (1953-1996) en noyer avec incrustations de nacre et de bois de poirier, réalisé par l'ARC du Mobilier national ; console basse, Slim TA14 en placage de chêne wengé sur médium, plateau en verre trempé laqué noir (*Lissoni Associati*), 2009.

- 2 lampes Somerset, grand et moyen modèle en aluminium et verre opal mat (*Ligne Roset*, 2005). Fauteuils et canapé Savane, édition JNL Collection (2011) en bois lamellé recouvert de bambou, finition acier mat ; table basse Kaeko de Rafic Farah (*né en 1948*), réédition de 1989, structure en acier carbone et plateau en verre trempé.

- Tapis de la Savonnerie, manufacture de

Lodève 4 plans d'après David Tremlett.

- Sur la cheminée, pendule en bronze, Femme accoudée sur une borne en marbre vert de mer, époque Restauration (*collection du Mobilier national*).

- Table de conférence Oak de Mario Broggi, édition Fantoni (2008) et série de chaises Victoria Ghost de Philippe Starck.

- Paire de bibliothèques basses par Maxime Old, 1952, en bois et portes coulissantes recouvertes de moleskine grenat.

- Tapisserie Les ponts de Paris d'après Jacques Despierre (1912-1995), tissage Braquenié, Aubusson, 1983-1984.

### 7. Grand salon

- Il était à l'origine le grand salon de réception de l'appartement de Marie Amélie, épouse de Louis-Philippe. Devenu salle des séances plénières de la Cour de cassation entre 1871 et 1875, il a été divisé en bureaux en 1959 puis restauré en 1989, d'après une gravure aquarellée de Fontaine.

- Corniche et éléments architecturaux de Contant d'Ivry ; pliants en bois peint d'époque Empire, éléments du mobilier commandé à Jacob-Desmalter pour Joachim Murat pour son hôtel parisien (*actuel palais de l'Élysée*) ; suite de 3 lustres d'époque Restauration, en bronze doré et cristal de Bohême à 24 lumières, provenant du palais des Tuileries ; candélabres d'époque Empire, en bronze ciselé doré et oxydé, aux socles ornés de bas-reliefs ciselés représentant les Arts, provenant du palais de Saint-Cloud ; pendule d'époque Empire, en bronze oxydé et doré, avec base en marbre griotte, cadran signé Lamiral, provenant du palais de Compiègne et pendule d'époque Empire en marbre vert de mer et bronze doré (*Collection du Mobilier National*).

# Le Conseil

# d'État

**Le Conseil d'État remplit deux missions. D'une part, il juge les litiges qui opposent les citoyens à l'administration. D'autre part, il rend des avis juridiques au Gouvernement et au Parlement pour sécuriser les lois et réglementations, avant qu'elles ne soient votées ou entrent en vigueur.**

### SON HISTOIRE

On peut voir dans le Conseil d'État l'un des héritiers de la *Curia regis* qui, constituée de grands personnages proches du roi, assistait celui-ci dans le gouvernement du royaume au Moyen-Âge. Aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, la *Curia Regis* se subdivise en diverses instances, dont le Conseil du roi. Au XVII<sup>e</sup> siècle, ce dernier se voit confier par Louis XIV des fonctions qui préfigurent en partie celles de l'actuel Conseil d'État. Les maîtres des requêtes portent auprès du roi les affaires administratives et juridiques : le monarque délibère alors avec les conseillers d'État, puis tranche. En 1799, Napoléon Bonaparte crée le Conseil d'État dans sa forme moderne en lui confiant une double mission de juge et de conseiller juridique.



Façade du Conseil d'État

Le Conseil d'État connaît une activité très importante sous le Consulat et le I<sup>er</sup> Empire (1799-1814). C'est à lui que l'on doit la préparation des codes napoléoniens. À partir de 1849, durant la II<sup>e</sup> République, il rend « *au nom du peuple français* » des décisions de justice, de la même façon que les tribunaux de la justice judiciaire. Sous le règne de Napoléon III, sa jurisprudence se développe, notamment avec la création du recours pour excès de pouvoir, qui permet de demander l'annulation d'une décision de l'administration.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, deux phénomènes marquent l'histoire du Conseil d'État. D'une part, le mode de recrutement des conseillers d'État évolue pour favoriser la promotion interne des membres et renforcer leur indépendance. D'autre part, le Conseil d'État voit sa jurisprudence ordonnée selon des classifications encore en vigueur aujourd'hui.

La période qui suit la Seconde Guerre mondiale est essentiellement celle de l'organisation de la justice administrative. En 1953, les tribunaux administratifs succèdent aux conseils de préfecture et deviennent les juges de droit commun des affaires de première instance du contentieux administratif. En 1987, la justice administrative est complétée par la création des cours administratives d'appel, auxquelles est transféré l'essentiel des compétences d'appel.

## SES MISSIONS

### *Juger les litiges entre citoyens et administration*

Le Conseil d'État est la plus haute juridiction de la justice administrative. Il est saisi par des citoyens, associations ou entreprises qui contestent des décisions de l'administration (*Gouvernement, services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales, établissements publics...*). Par exemple : un refus de permis de construire ou d'aide sociale, un impôt, une restriction à une liberté publique (*liberté d'aller et venir, de manifester, d'expression...*).

Il rend ses décisions de justice le plus souvent en dernier ressort, c'est-à-dire après les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel. Mais il peut aussi juger directement, en premier et dernier ressort, lorsqu'il s'agit de recours contre les décisions du Gouvernement (*décrets, arrêtés réglementaires...*), des autorités administratives indépendantes (*CNIL, CSA...*) ou concernant les contentieux des élections régionales et européennes.

Le Conseil d'État a jugé près de 10 000 affaires en 2020.

### *Rendre des avis juridiques au Gouvernement et au Parlement*

Le Conseil d'État joue aussi un rôle de conseiller juridique auprès du Gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Sénat. Conformément à la Constitution, tous les projets de loi, d'ordonnance et de décret important du Gouvernement lui sont soumis pour avis. Les présidents des assemblées peuvent également le consulter pour leurs propositions de loi.

Dans tous les cas, le Conseil d'État veille à ce que les futures lois et réglementations respectent le droit et ne soient pas incohérentes, complexes, changées trop fréquemment, inapplicables dans la vie quotidienne... Le Conseil d'État rend des avis juridiques et ne se prononce pas sur les choix politiques du Gouvernement ou des parlementaires.

Chaque année, il rend des avis sur plus de 1 000 projets de texte.



Ci-contre :  
Salle de la section des finances,  
Conseil d'État

# Visite du Conseil d'État

La numérotation des salles renvoie au plan des pages 10 et 11

## 8. Salle du tribunal des conflits

• Ancienne salle à manger de la duchesse d'Orléans, cette salle a été aménagée par Pierre Contant d'Ivry en 1765. Sur les murs, des médaillons symbolisent les quatre saisons et des panneaux allégoriques représentent les quatre éléments. Le plafond en trompe-l'œil porte le monogramme « JNB » (*Jérôme-Napoléon Bonaparte*). Au-dessus de l'une des cheminées figure une allégorie du droit, par Henri Léopold Lévy. Aujourd'hui, c'est ici que se réunit le tribunal des conflits. Pour certaines affaires complexes, ce tribunal indique si c'est à la justice administrative (*qui juge les conflits avec les administrations*) ou à la justice judiciaire (*qui juge les conflits entre personnes privées et les crimes et délits*) qu'il revient de se prononcer.

## 9. Grand escalier d'honneur

• Réalisé par Pierre Contant d'Ivry entre 1765 et 1768, cet escalier donnait accès à une salle d'opéra, détruite en 1781 par un incendie, aux appartements du duc d'Orléans et à ceux de la duchesse. À noter la coupole s'élevant à 26 mètres de hauteur, la rampe en fer poli et cuivre doré, les fresques en trompe-l'œil (*muse Terpsichore, nymphe Flore, déesse Diane*) et dans

le médaillon du panneau central, un profil du cardinal de Richelieu, premier occupant du lieu. Aujourd'hui, c'est l'entrée principale du Conseil d'État.

## 10. Salle du contentieux

• Au XVII<sup>e</sup> siècle, une salle de théâtre se trouvait à cet emplacement. Molière y a été pris d'un malaise lors d'une représentation du *Malade imaginaire*, le 17 février 1673, avant de mourir chez lui quelques heures plus tard. À gauche, une peinture d'Albert Girard représente le palais d'Orsay, ancien siège du Conseil d'État, incendié sous la Commune. Au fond, une allégorie du droit ou de la justice par Benjamin Ulmann. Et au plafond, les symboles de l'autorité et de la justice : balance, sceptre, main de justice, épée, Code, sablier... Aujourd'hui, c'est dans cette salle que se déroulent les audiences les plus importantes, où les juges tranchent les conflits entre les citoyens et l'administration.

## 11. Salle d'assemblée générale

• Salle la plus solennelle du Conseil d'État, elle a été construite par l'architecte Wilbrod Chabrol à partir de 1873 et achevée en 1876. Les quatre angles du plafond sont ornés de figures féminines ailées, réalisées en carton-

pâte. La frise supérieure représente des allégories des douze ministères au début de la III<sup>e</sup> République. Sur les murs, datant des années 1920, les peintures de Henri Martin illustrent la « *France laborieuse* » : activités intellectuelles, commerciales et maritimes, travaux publics et travail de la terre. Aujourd'hui, c'est dans cette salle que sont examinés les projets de loi du Gouvernement et les propositions de lois des députés et sénateurs, avant d'être débattus et votés au Parlement.

## 12. Salle des colonnes

• Issue de la fusion d'une ancienne salle de bal du Second Empire et d'une partie de la galerie de peintures sur l'histoire du Palais-Royal créée par Louis-Philippe, la salle des colonnes a été réaménagée en bibliothèque par les architectes Chabrol père et fils en 1875. Elle rassemble une partie des 60 000 volumes, essentiellement de droit, dont le plus ancien date de 1570. Les bustes de quatre conseillers d'État y sont exposés. Parmi eux, l'anatomiste Georges Cuvier (1769-1832) ou encore le juriste Joseph Jérôme Siméon (1749-1842). Aujourd'hui, c'est une salle de travail pour les membres du Conseil d'État.

## 13. Ancienne chapelle

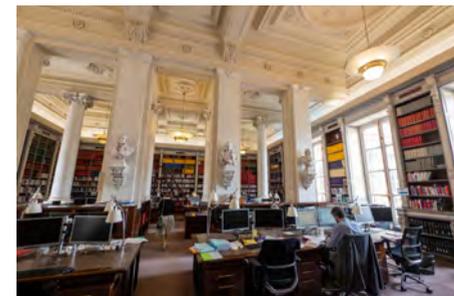
• D'un style néogothique, elle a été édifée sous le Second Empire par l'architecte Prosper Chabrol pour l'épouse du prince Napoléon-Jérôme (*neveu de Napoléon I<sup>er</sup> et cousin de Napoléon III*). Les vitraux portent les armoiries de la famille impériale et de la maison de Savoie. Aujourd'hui, c'est une salle de réunion.

## 14. Salle Napoléon

• Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle fut successivement salle de bal, de théâtre, galerie de peintures ou encore salle à manger. La décoration ostentatoire date du Second Empire et comporte de nombreux symboles napoléoniens (*lettre « N », abeilles, aigles impériales couronnées*). Sur la cheminée monumentale en marbre blanc se dresse un buste à l'antique de Napoléon I<sup>er</sup>. Aujourd'hui, c'est une salle de travail.



Ci-dessus :  
Salle du contentieux



Ci-dessus :  
Salle des colonnes

# Le Conseil constitutionnel

**Le Conseil constitutionnel occupe depuis sa création l'aile Montpensier du Palais-Royal qui, depuis la fin du Second Empire, avait abrité la Cour des comptes (1871-1912), l'Institution de coopération intellectuelle, ancêtre de l'Unesco (dans les années 20) et le Conseil économique (1946).**

## INSTITUTION CRÉÉE SOUS LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Le Conseil constitutionnel est institué par la Constitution de 1958. Cette juridiction collégiale compte neuf membres nommés (trois le sont par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale et trois par le président du Sénat), auxquels s'ajoutent, comme membres de droit, les anciens présidents de la République. Les membres

nommés, renouvelés par tiers tous les trois ans, exercent un mandat unique de neuf ans. Le président du Conseil constitutionnel est nommé, parmi les membres, par le Président de la République. Sa voix est prépondérante en cas de partage égal des voix lors des délibérations. L'actuel président du Conseil constitutionnel est M. Laurent Fabius.

## GARANT DE LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel juge de la conformité des lois à la Constitution et aux principes contenus dans le « bloc de constitutionnalité » (*Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, Préambule de la Constitution de 1946, Charte de l'environnement de 2004*). Ce contrôle de constitutionnalité revêt un caractère obligatoire pour les règlements des assemblées parlementaires et pour les lois organiques. Le contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires et des traités s'exerce si le Conseil est saisi : soit par l'une des quatre plus hautes autorités de l'État (*Président de la République, Premier ministre, président de chaque assemblée*),



Ci-contre :  
Le Grand salon

soit par soixante députés ou soixante sénateurs. Cette saisine doit intervenir dans les quinze jours suivant le vote de la loi, avant la promulgation. Dans ce cas, le Conseil constitutionnel rend sa décision dans un délai d'un mois, voire en quelques heures comme c'est le cas pour le règlement du Congrès du Parlement. L'article 62 de la Constitution précise qu'une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut être promulguée, ni mise en application.

La révision constitutionnelle du 21 juillet 2008, entrée en vigueur le 1er mars 2010, a instauré la procédure dite de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC). Ce nouveau droit permet à toute personne, partie à un procès, de soutenir qu'une disposition législative est contraire aux droits et libertés que la Constitution garantit. Dans ce cas, le Conseil constitutionnel est saisi sur renvoi du

Conseil d'État ou de la Cour de cassation. Le Conseil peut alors abroger la disposition. Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours et s'imposent aux pouvoirs publics comme à toute autorité administrative et juridictionnelle.

## GARANT DE LA RÉGULARITÉ DES ÉLECTIONS

Le Conseil constitutionnel est également juge électoral. Il contrôle la régularité de toutes les opérations concernant la présidentielle et les référendums, dont il proclame les résultats. En vertu de l'article 59 de la Constitution, il est juge de la régularité de l'élection des parlementaires, et donc de leur éligibilité; il intervient également lorsqu'un parlementaire se trouve dans un cas d'incompatibilité.

# Visite du Conseil constitutionnel

La numérotation des salles renvoie au plan des pages 10 et 11

L'aile Montpensier est la partie la plus récente du Palais-Royal. Construite à partir de 1829 pour parachever le palais des ducs d'Orléans, elle fait l'objet d'un pari audacieux pour l'époque : sa structure est en fer forgé.

Les travaux récents de rénovation du bâtiment ont permis de révéler cette charpente métallique. De façon générale, la décoration mélange le style de l'architecte Pierre Fontaine de 1830 (notamment le grand escalier, le parquet du petit salon ou les décors du bureau du président) et celui de 1859 par Pierre Chabrol (en particulier les plâtres du grand salon, la frise de la salle à manger ou les décors peints de la salle de délibérés).

Des collaborateurs du Conseil constitutionnel sont présents pour répondre aux questions des visiteurs sur les missions de l'institution et l'histoire du lieu.

## 15. Grand salon

- Actuellement salle de réception et de colloques, il fut la salle des aides de camps du palais. La décoration intérieure (1859) est l'œuvre de l'architecte Pierre Chabrol, à l'intention de Marie-Clotilde de Savoie, fille du premier roi d'Italie, épouse du prince Jérôme Napoléon,

cousin de l'empereur Napoléon III. En haut, se faisant face, l'aigle impérial et un médaillon sculpté représentant Napoléon III et l'impératrice Eugénie; table à gibier de style Louis XVI en bois doré; une tapisserie (1668-1682) de la série des Maisons Royales créées par le Brun pour la Manufacture des Gobelins. Cette tapisserie, « *Le mois de juin : vue du château de Fontainebleau* », tissée au fil d'or, était destinée à décorer les appartements privés du roi Louis XIV à Versailles. Elle se trouve aujourd'hui en rentrant à droite dans le Grand salon. La Comédie-Française et le Conseil constitutionnel viennent de restaurer d'anciens passages qui existaient à l'origine entre leurs locaux et avaient été obstrués au fil de l'histoire du Palais-Royal. Cette restauration des décors et portes est visible dès l'entrée dans le Grand salon.



Ci-contre :  
Le Hall rénové

## 16. Salle à manger

- Elle marque la séparation des parties publiques et des appartements privés de la princesse. Entièrement restaurée en 2014, elle a retrouvé pour l'essentiel son décor de 1831 et notamment les décors peints de motifs floraux en partie supérieure, masqués depuis près d'un siècle sous des tentures – sur la table Louis-Philippe en acajou verni, soupière en porcelaine de Sèvres.
- Quatre reproductions représentant l'aile Montpensier en 1831.

## 17. Salle des délibérés

- Ancien salon de travail de la princesse Marie Clotilde de Savoie – décor de style dit « *pompien* » peint en 1852 pour le duc de Cambacères, grand-maître des cérémonies du Second Empire, alors occupant des lieux – pendules d'époque Empire en bronze doré. Cette salle accueille les séances à huis clos du Conseil constitutionnel, les membres étant placés de part et d'autre du président de la façon suivante : les anciens Présidents de la République, membres de droit, puis les membres nommés par date de nomination. La salle a été restaurée en 2013.

## 18. Bureau du président du Conseil constitutionnel

- Salon de musique du Duc de Chartres, puis grande chambre à coucher de l'appartement de Marie Clotilde de Savoie, ce bureau a entièrement été restauré en 2015. Les décors sculptés des lambris, révélés lors de sondages stratigraphiques, et les décors en bronze doré disparus, ont pu être restitués.
- Tapis de la Savonnerie Beaulieu d'après André Dubreuil.
- Tapisserie de lice « *Figures aléatoires : Empreintes* »

du XXI<sup>e</sup> d'après Claire Pichaud. Sur la cheminée vase d'époque Empire – bronze sur pied « *le Cheval courant* » d'après Martine Martine.

- Meuble d'appui laque et bronze 1<sup>ère</sup> moitié du XX<sup>e</sup> d'André Arbus.

## 19. Antichambre

- Cette pièce permet l'accès à la salle des audiences publiques, au rez-de-chaussée, pour les membres du Conseil. Paire de tapisseries de lice époque XX<sup>e</sup> de Pierre Buraglio.

## 20. Oratoire

- Créé par Alexandre-Dominique Denuelle, décorateur, et Pierre Chabrol, architecte. Cet oratoire, décoré aux armes de Savoie et avec l'abeille de la famille Bonaparte ouvrait à l'origine sur la chambre à coucher – copie d'une Vierge à l'Enfant (*musée Vivenel à Compiègne*).
- Lampe de mosquée en onyx.

## 21. Du couloir, vue sur l'antichambre de la salle des délibérés

- Ancienne alcôve du cabinet de travail, l'antichambre abrite notamment deux gaines Empire en acajou et bronze.
- Bureau à cylindre Directoire.

## 22. Petit salon

- Cette pièce est à l'origine l'antichambre de la salle à manger, l'actuelle salle Mounet-Sully de la Comédie-Française (*derrière les portes face à l'entrée*), ce qui explique son plafond aux grecques et rosaces en harmonie avec celui de l'escalier. C'est la seule pièce du bâtiment à avoir conservé quasi-intégralement son aspect 1830, en particulier son parquet en assemblage de marqueterie.

### 23. Salle Mounet-Sully (Comédie-Française)

- Salle qui porte le nom de Jean-Sully Mounet, dit Mounet-Sully entré à la Comédie-Française en 1872 ; sociétaire en 1874 ; doyen de 1894 à 1916.

- La construction de cette salle fut confiée à l'architecte Pierre Fontaine en 1830. La décoration Second Empire fut, quant à elle, réalisée sous la direction de l'architecte Prosper Chabrol, qui conçut l'aile sud de la Comédie-Française quelques années plus tard. D'abord aménagée comme salon de réception du prince Napoléon, pour qui fut restaurée cette partie du Palais-Royal, elle servit également de salle à manger à la princesse Clotilde. De 1871 à 1910, la salle devint le salon de lecture de la Cour des Comptes car les locaux avaient alors été affectés à l'institution. En 1912, ce lieu est affecté à la Comédie-Française par un décret confirmé en 1914, pour être utilisé, jusqu'en 2017, comme salle de répétition. Lors des travaux de 1935, il fut question de supprimer la décoration Second Empire – qui à l'époque ne plaisait plus – et de transformer la salle en bibliothèque, en la coupant en deux sur la hauteur. Mais ce projet échoua et la salle Mounet-Sully continua à servir de salle de répétition et d'entrepôt pour des éléments de décors. En 1974, l'accès à cette salle – qui n'était possible que par l'étroit passage qui permet d'aller derrière la scène de Cour à jardin – a été facilité par la création d'un nouvel escalier côté jardin et l'ouverture possible du fond de la galerie Jacques Charon. En 2017, une campagne de restauration permet de restituer l'esthétique Second Empire. La salle Mounet-Sully sert désormais de lieu d'accueil des publics scolaires en journée, et des mécènes en soirée.

### 24. Escalier d'honneur

- Par l'architecte Pierre Fontaine (1830). Fait exceptionnel, le Palais-Royal compte deux escaliers monumentaux. Celui-ci, le plus récent, a été construit au bénéfice de l'héritier de la famille d'Orléans, le duc de Chartres, pour qui l'aile a été construite. L'escalier a retrouvé son aspect d'origine lors de la campagne de restauration de 2008, qui a notamment permis la réouverture des baies sur la rue. Lustre Second Empire, candélabres Empire. Sur le palier intermédiaire, Tapisserie Le drapeau Français tissé en 2008 d'après Denis Doria (*Manufacture nationale des Gobelins*). En haut de l'escalier, statue de Junon diadémée en marbre de Paros.

### 25. Hall d'honneur (rez-de-chaussée)

- Au fronton de la porte d'honneur, sphinge sculptée par Apel·les Fenosa (1973).

### 26. Salle Jeanne Chauvin

- Salle créée pour accueillir les avocats qui plaident désormais devant le Conseil constitutionnel dans le cadre de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC), mise en œuvre par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008.

### 27. Salle Thémis

- Salle destinée à accueillir le public lors des audiences qui lui sont ouvertes. Projection d'un film sur le Conseil constitutionnel.

### 28. Salle d'audience

- En raison de la crise sanitaire, les audiences QPC se tiennent dans le Grand Salon depuis mars 2020.

**À l'issue de la visite, les visiteurs pourront trouver sous le péristyle de Chartres la librairie des Éditions du patrimoine et dans la Galerie de Chartres la Boutique du Conseil constitutionnel.**

# La Comédie-

# Française

Richelieu avait fait aménager un opéra dans son palais, à l'angle des actuelles rues Saint-Honoré et de Valois. Le bâtiment sera victime de deux incendies, le premier en 1763, le second en 1781. À la suite de ce dernier, Louis-Philippe Joseph d'Orléans confie à Victor Louis – l'architecte qu'il a chargé d'édifier les trois ailes de pavillons locatifs qui, depuis, clôturent le jardin – la construction d'une nouvelle salle, à l'angle, cette fois, de la rue de Richelieu.

Ce nouvel opéra devient en 1790 le théâtre des Variétés-Amusantes puis, en 1791, le théâtre de la République – avec une troupe conduite par le fameux Talma.

Ce n'est qu'en 1799 que la société des comédiens-français entre en possession de la salle, restaurée pour l'occasion. Elle le sera plusieurs fois encore au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment de 1860 à 1864 : c'est alors que, derrière une nouvelle façade dressée sur l'actuelle place Colette, sont élevés l'escalier d'honneur et le foyer public.

Le 8 mars 1900, un incendie ravage la salle, mais la structure métallique du bâtiment résiste. Les rénovations sont tout aussi nombreuses au XX<sup>e</sup> siècle – en 1900, donc, puis en 1935, de 1974 à 1976 et en 1994.

Pour un meilleur confort des spectateurs, le nombre des places est ramené progressivement de 2 000 à 896. En 2004, le péristyle est à son

tour restauré et les dessous de scène entièrement repris. Durant l'année 2012, des travaux de mise aux normes et d'accessibilité sont menés sur le bâtiment. La salle Richelieu qui bénéficie d'une restauration acoustique et esthétique, rouvre au public en janvier 2013.

La Comédie-Française donne plus de 900 représentations par an à la salle Richelieu, dans ses deux autres théâtres et en tournées.



Ci-dessus : Salle de la Comédie-Française

# Le jardin

## du Palais-Royal

### Première création sous Richelieu

Rien ne subsiste du jardin d'origine dessiné par Pierre Desgots pour Richelieu. On sait qu'il mesurait 350 mètres sur 150, s'ornait de six parterres de broderie, de bassins alimentés en eau de Seine par la pompe de la Samaritaine, de statues, et qu'il était bordé d'alignements de marronniers et de charmes.

Ensermant ce jardin, une bande de terrain avait été divisée en lots constructibles, à la condition expresse – qui sera peu respectée qu'aucune fenêtre n'ouvre sur le jardin, les maisons étant accessibles par les voies alors créées (les actuelles rues de Richelieu, des Petits-Champs et des Bons-Enfants).

Le cardinal Richelieu légua son palais à son roi Louis XIII. Anne d'Autriche, devenue régente, vint s'y installer avec ses deux enfants, le futur Louis XIV et son frère Philippe d'Orléans.

Elle aimait à se promener sous les arbres de ce jardin et à suivre l'éducation sportive du dauphin et de son jeune frère pour lesquels

avaient été aménagés un fort miniature avec ses bastions, une piste à courir la dague et un jeu de mail.

Les arbres devenus envahissants, le jardin, à compter de 1674, est redessiné et replanté par André Le Nôtre. Fermé à la police royale, il devient peu à peu un lieu à la mode : on peut y parler politique à son aise, et les novellistes y viennent puiser les bruits à colporter.

### Au XVIII<sup>e</sup> siècle, une série d'interventions

Désormais propriété de la famille d'Orléans, Louis d'Orléans, le fils du Régent, fait procéder en 1730 à une nouvelle rénovation, par Claude Desgots, architecte du roi et neveu de Le Nôtre. Dans un souci « d'assainissement moral » tout autant qu'esthétique, les couverts sombres et les bosquets secrets sont abattus, et, pour masquer les abords disparates, on installe un grand décor de treillages – qui fera fureur le siècle durant. Pour la première fois, les gazons connaissent l'arrosage à la lance, tout juste inventé. On peut louer des chaises, consommer



Ci-dessus : Vue du jardin depuis le Palais-Royal

au Café de Foy (situé à l'emplacement du n°46 de l'actuelle rue de Richelieu), qui déborde sur le jardin : la terrasse de café vient de naître.

Louis Philippe Joseph, fils de Louis-Philippe d'Orléans entreprend de rentabiliser le domaine en le lotissant en partie. Il fait bâtir par Victor Louis un ensemble de pavillons uniformes d'architecture palatine, formant un nouvel enclos ceinturé de trois nouvelles rues qui prennent les noms de fiefs du duc d'Orléans : Montpensier, Beaujolais et Valois.

En 1784, les galeries de pierre aux côtés nord, est et ouest sur jardin sont achevées, mais le manque d'argent contraint le duc à fermer le côté sud, entre le jardin et la cour d'honneur du palais, par une simple galerie de bois.

En cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le jardin du Palais-Royal est plus que jamais à la mode. Cafés,

restaurants, théâtres et spectacles divers, clubs politiques, salles de jeux et aussi « demoiselles » attirent une foule variée. En 1789, l'animation de ce « cœur battant de Paris » est extrême : appel du 12 juillet de Camille Desmoulins, autodafés de journaux royalistes, incendie d'un mannequin du pape, manifestations populaires, rixes...

En 1786, le Sieur Rousseau, horloger au 95 galerie de Beaujolais, présente aux passants un petit canon qui leur indique l'heure en tonnant chaque midi. Cette légende y était gravée : « *Horas non numero nisi serenas* » soit « *Je ne compte que les heures heureuses* ». Volé en 1998, il a été reconstitué et remis en place en 2002.

### LE JARDIN DANS SA CONFIGURATION ACTUELLE

En 1814, Louis-Philippe I<sup>er</sup>, fils de Philippe Égalité, se fixe au palais. L'architecte Fontaine

redessine le jardin, avec son bassin central et ses parterres, qui prend ainsi la forme générale qu'on lui connaît aujourd'hui. Peu à peu, les enseignes disparaissent. Les maisons de jeux ferment en 1836. Des photos d'Atget de 1913 montrent un jardin un peu délaissé, en dépit de la présence du célèbre monument à Victor Hugo dû à Auguste Rodin.

Au début des années 1980, les ormes malades sont remplacés par quatre doubles rangées de tilleuls, mais ce n'est qu'en 1992 qu'un programme d'ensemble, confié au paysagiste John Mark Rudkin, permet une véritable réhabilitation du jardin. Grâce au soutien financier de LVMH, les parterres sont entièrement réaménagés, dans un jeu de formes, de matériaux et de couleurs évoquant les jardins du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec, notamment, la création de deux parterres, la plantation de fleurs annuelles et la disposition d'arbustes en caisses autour des parterres.

Le jardin du Palais-Royal a reçu en 2005 le label « *jardin remarquable* ».

Classé au titre des monuments historiques depuis 1994, le jardin du Palais-Royal, est un domaine national affecté au ministère de la Culture. Il est administré par le Centre des monuments nationaux, établissement public sous tutelle, qui propose des rendez-vous culturels librement ouverts au public tout au long de l'année.

**Le poste d'accueil du Centre des monuments nationaux est présent au 2 galerie Montpensier. Il est ouvert de 8h00 à 20h30 en basse saison d'octobre à mars et de 8h00 à 22h30 d'avril à septembre.**



Ci-contre :  
Le petit canon  
du Palais-Royal



# MINISTÈRE DE LA CULTURE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

